

Bac: Blanquer envoie les lycéens dans le mur

Alors que les principaux syndicats demandent le report ou l'annulation des premières épreuves de contrôle continu, le ministre renvoie sur les grévistes la responsabilité d'éventuels problèmes. Inquiets, les élèves font les frais de ce déni.

« **L**e problème ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage. » En paraphrasant le célèbre dialogue du film *la Haine*, Sophie Vénétitay, la nouvelle secrétaire générale du Snes-FSU, résume le sentiment général de nombre de ceux – enseignants, élèves, familles – qui sont embarqués cette année dans la réforme du lycée. Et singulièrement des élèves de première, qui essuient les plâtres et risquent, à partir du 20 janvier, de se retrouver confrontés aux premières épreuves communes de contrôle continu (E3C). Tout cela, de la part de l'éducation nationale, dans une impréparation quasi totale et un véritable déni de réalité quant aux problèmes qui pourraient se poser.

Le sentiment partagé est celui d'une réforme conduite pied au plancher, les yeux fermés sur les menaces et les problèmes qui s'accumulent. Au risque du crash, dont les élèves feraient les frais. Annoncée pour le 15 novembre, repoussée au 1^{er} décembre, l'ouverture de la banque nationale de sujets pour ces épreuves n'est finalement intervenue que le 9 décembre. Soit moins d'un mois et demi avant le début des épreuves – avec quinze jours de vacances au milieu, pendant lesquels, d'ailleurs, de nouveaux sujets sont apparus !

« Tous les voyants sont au rouge pour l'organisation des épreuves »

Fin décembre, le SE-Unsa listait les principaux problèmes rencontrés : « Les sujets ont été commandés en retard par les corps d'inspection, les collègues concepteurs de sujets ont travaillé dans l'urgence. Manifestement, la relecture des sujets s'est également faite dans la précipitation,

conduisant à des erreurs ou des coquilles. (...) Les applications numériques ne fonctionnent pas toujours correctement. (...) Les collègues sont parfois en difficulté pour choisir des sujets qui correspondraient à la réalité de ce qu'ils ont pu étudier en classe. » Fermez le ban : « Tous les voyants sont aujourd'hui au rouge pour l'organisation des épreuves d'E3C », concluait ce syndicat pourtant favorable à la réforme, en rejoignant les rangs de ceux qui demandent, presque unanimement, le report de ces épreuves, voire leur annulation pure et simple pour cette année.

Sophie Vénétitay abonde : « Les établissements ne sont pas prêts. Les modalités d'examen seront différentes d'un lycée à l'autre. Certains établissements ne savent pas

encore comment organiser les corrections : qui va scanner les copies ? dans quelles conditions de confidentialité ? Quelle garantie d'anonymat pour les corrections ? Et que va-t-il se passer quand plusieurs milliers de correcteurs vont se connecter en même temps sur l'application ? » Pour elle, l'issue est claire : « Reporter ou annuler ces épreuves serait la solution de sagesse et de responsabilité. Si le ministre s'obstine, il sera responsable. »

À l'inverse, mercredi au Sénat, Jean-Michel Blanquer a cherché à faire porter la responsabilité d'éventuels couacs sur les enseignants : « Je n'ai pas d'inquiétude. Là où il y aurait des problèmes, ce serait pour des raisons sociales. » Le ministre le sait : très mobilisés pour le conflit sur les retraites, de nombreux enseignants s'interrogent : « Mardi en AG, nous nous sommes posé la question de bloquer » ces épreuves, confie un professeur de l'Essonne. Refus de choisir les sujets, grève des surveillances, des corrections... de nombreux lycées pourraient être touchés, selon des modalités variées.

« NOS ÉLÈVES SONT SOUS PRESSION DEPUIS SEPTEMBRE AVEC CES ÉPREUVES. ET NOUS NE SAVONS PAS QUOI RÉPONDRE À LEURS INQUIÉTUDES. »
LAURE, PROFESSEUR DE FRANÇAIS

Une situation qui suscite la colère à la FCPE : « Nos enfants sont toujours victimes de l'incapacité des adultes à avancer ! » s'emporte Rodrigo Arenas, coprésident de la première fédération de parents d'élèves, qui demande également le report des E3C. « Nous sommes pour le contrôle continu, mais ces épreuves n'en sont pas, ce sont des partiels, comme à la fac ! » Crises d'angoisse, malaises en classe, consultations psychologiques débordées : parents comme enseignants rapportent des échos inquiétants des conséquences de cette situation sur les élèves. À court terme, le niveau de stress atteint est délétère. À long terme, ces examens, qui pèsent pour 40 % dans la note finale du bac, font peser une grave incertitude sur le diplôme lui-même. « Jusqu'ici, tout va bien... »